

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA DÉMOCRATIE

REGARD DE FONDAMOS

« *Democracy is powered by the will of the people: by their voices, their choices, and their participation.* » (António Guterres, Secrétaire général des Nations unies)

Comment ne pas être d'accord, et cela ne coûte rien de rappeler l'évidence... cependant, le 15 septembre revient chaque année, et avec lui les mêmes déclarations. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est de passer des paroles aux actes car la situation se dégrade d'année en année, comme nous le rappellent trois faits survenus au cours du mois dernier, parmi tant d'autres :

Hong Kong, 11 septembre. Lee Cheuk-yan, Chow Hang-tung et Albert Ho, détenus depuis 2021, ont été condamnés à des peines allant de cinq à sept ans de prison pour « *incitation à la subversion* ». Leur crime est d'avoir organisé des veillées au cours desquelles des dizaines de milliers de personnes se rassemblaient à Victoria Park, bougies à la main, pour commémorer la répression de Tiananmen en 1989.

Nicaragua, 1er septembre. L'Assemblée nationale a approuvé à l'unanimité, à main levée, une réforme constitutionnelle interdisant de participer aux élections à toute personne accusée d'« *actes visant à fomenter un coup d'État* », de « *trahison envers la patrie* » ou d'avoir appelé à une « *intervention militaire étrangère* », tandis que les élections législatives ont déjà été repoussées à novembre 2027.

Zambie, également le 1er septembre. Hakainde Hichilema a prêté serment pour un second mandat présidentiel avec 60,5 % des voix, selon les résultats officiels. Son principal adversaire, Brian Mundubile, arrivé deuxième, est détenu à la prison de haute sécurité de Mukobeko, accusé de trahison. En 2017, Hichilema lui-même avait passé dix-huit semaines en détention sous la même accusation, et avait alors juré de ne jamais utiliser ces méthodes.

Face à un tel bilan, ce ne sont pas les reculs que nous devrions déplorer, mais bien nos propres méthodes que nous devons interroger :

Nous devons financer les organisations de société civile sur le long terme, car une élection ne dure qu'une



UN Photo/Jean Marc Ferré

journée, mais créer les conditions qui permettent qu'elle ait lieu prend des années : c'est cela que les financements doivent accompagner.

Nous devons financer les véritables piliers de la démocratie, à savoir une société civile résiliente et organisée, une presse capable d'exercer ses fonctions de contrepouvoir, une justice indépendante de toute influence.

Nous devons écouter les citoyens qui se trouvent en première ligne des luttes pour la démocratie, car ce sont eux qui définissent la stratégie, quand notre rôle est surtout de leur donner les moyens de la mettre en oeuvre. Nous ne saurons jamais mieux qu'eux ce qu'il est possible de faire dans leurs rues, dans leur pays.

Car, *in fine*, il s'agit des Mozambicains qui ont compté leurs morts après avoir compté leurs bulletins de vote, des Tchadiens à qui l'on a vendu une transition, des Guinéens qui ont vu le calendrier se refermer, des Birmans qui résistent depuis 2021 à la junte militaire, des Iraniennes et Iraniens qui paient le prix de chaque geste de demande de liberté, et de tant d'autres.

Ils n'ont pas besoin qu'on leur rappelle que la démocratie est portée par la volonté des peuples. En revanche, ils ont besoin de moyens, de formations, de protection, d'alliés politiques capables de porter leur cause, et de partenaires qui soient encore à leurs côtés lorsque leur histoire ne fait plus la une des journaux.